



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2019/006

Séance du 19 février 2019

Date de convocation :	12 février 2019
Date d'affichage :	13 février 2019
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	27

L'an **deux mille dix-neuf** et le **dix-neuf février** à **19 heures 10**, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues**.

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUEN
Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC – M. Jean-Olivier JOB
M. Pierre VAN CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – M. Philippe LIGNY
Mme Zohra PIETRANTONI – M. Jean-François CALONNE – M. Serge JACOB
Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER
M. Bernard PASSET – M. Dominique WACHTER – M. Jean-Pierre LAPORTE
Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentées : Mme Thérèse VIDAL – Mme Elisa VEIGA – Mme Sandra BEGUET.

Absents : M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : FINANCES : Autorisation d'engager, liquider, mandater des dépenses d'investissement jusqu'au vote du budget primitif 2019 – Budget Annexe MIRABEAU

Monsieur le Maire Adjoint en charge des Finances expose :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation p l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le montant des crédits qui peuvent être engagés sur le fondement de cet article s'apprécie au niveau des chapitres du budget 2018.

A l'exception des crédits afférents au remboursement de la dette, les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1, c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites au budget primitif (BP), mais également celles inscrites dans les décisions modificatives.

Les dépenses ainsi autorisées dans l'attente du vote du budget engagent la commune dans la mesure où elles devront être reprises à minima au budget de l'exercice 2019. Il appartient donc au conseil municipal, seul compétent pour adopter le budget primitif, de fixer avec précision le montant et la nature des dépenses d'investissement qui peuvent être engagées avant l'adoption définitive du budget.

Compte tenu des crédits ouverts au titre de l'exercice 2018, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater, à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au vote du budget 2019, les dépenses d'investissement dans les limites suivantes :

Chapitre	Crédits votés au BP 2018 a	Crédits ouverts au titre de DM b	Montant total à prendre en compte c = a + b	Crédits pouvant être ouverts par le conseil municipal	Crédits proposés
Chap. 20	134 000.00 €	- €	134 000.00 €	33 500.00 €	33 500.00 €
Chap. 21	206 000.00 €	- €	206 000.00 €	51 500.00 €	51 500.00 €
Total				85 000.00 €	85 000.00 €

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité :

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à engager, mandater et liquider les dépenses nouvelles d'investissement sur l'exercice 2019 dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2018, à hauteur de 85 000,00 €.

Article 2 :

Donne mandat à Monsieur le Maire pour signer tout document relatif à cette affaire.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.

Le Maire,

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.